

Le Monde

24.03.2018, Audrey Garric et Pierre Le Hir

Quelque 550 experts livrent les résultats du travail colossal qu'ils ont réalisé sur l'ensemble des continents

Partout sur la planète, le déclin de la biodiversité se poursuit, « *réduisant considérablement la capacité de la nature à contribuer au bien-être des populations* ». Ne pas agir pour stopper et inverser ce processus, c'est mettre en péril « *non seulement l'avenir que nous voulons, mais aussi les vies que nous menons actuellement* ». Tel est le message d'alerte délivré par la Plate-Forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), réunie du 17 au 24 mars à Medellin (Colombie), pour sa 6^e session plénière.

Créée en 2012 sous la tutelle des Nations unies et rassemblant aujourd'hui 129 Etats, cette structure est qualifiée de « GIEC de la biodiversité », en référence au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Sa mission est d'établir régulièrement la synthèse des connaissances disponibles sur la biodiversité (la variété des formes de vie sur la Terre), sur les impacts de son érosion et sur les pistes d'action possibles pour la préserver.

Elle livre le résultat d'un travail colossal, qui s'est étalé sur trois années. L'IPBES a divisé le globe en quatre régions : l'Afrique, les Amériques, l'Asie-Pacifique et l'Europe-Asie centrale – à l'exception, donc, des pôles et des océans. Chacune a fait l'objet d'un rapport de 800 à 1 000 pages, réalisé par plus de 550 experts bénévoles de 100 pays, à partir de plus de 10 000 publications scientifiques, mais aussi de sources gouvernementales ou non gouvernementales, ou encore de savoirs autochtones.

Pour chaque zone géographique, cette analyse est synthétisée dans un « résumé à l'intention des décideurs » d'une quarantaine de pages, négocié mot à mot et voté par les représentants des Etats membres. C'est ce document, qui constitue une sorte de consensus politique, qui doit servir de base à l'action des gouvernements, même s'il n'a pas de valeur contraignante. « *La biodiversité et les contributions apportées par la nature aux populations semblent, pour beaucoup, éloignées de nos vies quotidiennes. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité*, observe le président de l'IPBES, le Britannique Robert Watson. *Elles sont le socle de notre alimentation, de notre eau pure et de notre énergie. Elles sont au cœur non seulement de notre survie, mais aussi de nos cultures, de nos identités et de notre joie de vivre.* »

On pourra juger restrictive cette approche, qui envisage la nature à l'aune des seuls services qu'elle rend à l'humanité, sans considérer que la survie des espèces animales et végétales est en elle-même précieuse. Mais l'objet des quatre rapports est de sensibiliser l'opinion et les décideurs à une chute de la biodiversité qui « *met en danger les économies, les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et la qualité de vie des populations partout dans le monde* ». Aucune des régions étudiées n'échappe à une régression spectaculaire de sa faune et de sa flore, avec des projections alarmantes.

Afrique : un défi immense

« L’Afrique est le dernier endroit sur Terre avec un large éventail de grands mammifères, mais jamais par le passé il n’y a eu autant de plantes, poissons, amphibiens, reptiles, oiseaux et grands mammifères menacés qu’aujourd’hui, par une série de causes humaines et naturelles », note la chercheuse sud-africaine Emma Archer. Quelque 500 000 km² de terres sont déjà dégradées du fait de la déforestation, de l’agriculture non durable, du surpâturage, des activités minières, des espèces invasives ou du réchauffement. Cela, alors qu’en zone rurale la subsistance de plus de 62 % des habitants dépend de la bonne santé des milieux naturels et que la population du continent est appelée à doubler d’ici à 2050, pour atteindre 2,5 milliards de personnes. Le défi est immense : à la fin du siècle, certaines espèces de mammifères et d’oiseaux pourraient avoir perdu plus de la moitié de leurs effectifs, et la productivité des lacs (en poissons) avoir baissé de 20 % à 30 %, en raison du dérèglement climatique.

Asie-Pacifique : de trop rares succès

la biodiversité est confrontée à des menaces sans précédent, allant des phénomènes météorologiques extrêmes et de l’élévation du niveau de la mer aux espèces exotiques envahissantes, à l’intensification de l’agriculture, à la surpêche et à l’augmentation des déchets et de la pollution. Malgré quelques succès pour protéger ces écosystèmes vitaux – les aires marines protégées ont augmenté de 14 % en vingt-cinq ans et le couvert forestier a progressé de 23 % en Asie du Nord-Est –, les experts craignent qu’ils ne suffisent pas à enrayer le déclin de la biodiversité et des services que retirent les 4,5 milliards d’humains qui vivent dans ces pays.

Aujourd’hui, 60 % des prairies d’Asie sont dégradées, près de 25 % des espèces endémiques menacées et 80 % des rivières les plus polluées par les déchets plastiques dans le monde se trouvent dans cette zone. Si les pratiques de pêche se poursuivent au même rythme, la région ne comptera plus de stocks de poissons exploitables d’ici à 2048. Jusqu’à 90 % des coraux souffriront d’une grave dégradation avant le milieu du siècle.

Amériques : la perte des savoirs locaux

Sur le continent américain aussi, l’impact du dérèglement climatique sur la biodiversité va s’intensifier d’ici au milieu du siècle, devenant un facteur de déclin aussi puissant que le changement d’affectation des terres. Les populations d’espèces indigènes ont décru de 31 % depuis la colonisation par les Européens, et ce taux pourrait monter à 40 % au milieu du siècle. Par rapport à leur état originel, plus de 95 % des prairies d’herbes hautes d’Amérique du Nord, 50 % de la savane tropicale et 17 % de la forêt amazonienne en Amérique du Sud ont été transformés en des paysages dominés par l’homme. Les auteurs notent que, jusqu’ici, « *les peuples autochtones et les communautés locales ont créé une diversité de systèmes de polyculture et d’agroforesterie* » qui ont bénéficié à la biodiversité. Mais ces savoirs locaux sont eux aussi en voie d’extinction.

Europe-Asie centrale : hécatombe générale

Enfin, en Europe et Asie centrale, la situation n’est guère meilleure : 42 % des animaux terrestres et des plantes ont enregistré un déclin de leurs populations au cours de la dernière décennie, de même que 71 % des poissons et 60 % des amphibiens. La première cause de cette hécatombe réside dans l’intensification de l’agriculture et de l’exploitation forestière, et particulièrement dans l’usage excessif de produits agrochimiques (pesticides, engrais). Résultat : la région consomme plus de ressources naturelles renouvelables qu’elle n’en produit, l’obligeant à en importer massivement d’autres zones du monde. Le rapport souligne aussi le rôle du changement climatique, qui sera l’un des principaux fléaux pesant sur la biodiversité d’Europe et d’Asie centrale dans les prochaines décennies.

Les pistes de travail

Ces quatre rapports confirment que la Terre est en train de subir sa sixième extinction de masse : selon les scientifiques, les disparitions d'espèces ont été multipliées par 100 depuis 1900, soit un rythme sans équivalent depuis l'extinction des dinosaures il y a 66 millions d'années. Mardi 20 mars, une étude du Muséum national d'histoire naturelle et du Centre national de la recherche scientifique alertait sur la « *disparition massive* » des oiseaux dans les campagnes françaises – leurs populations se sont effondrées d'un tiers en quinze ans – tandis que, fin 2017, des chercheurs montraient que le nombre d'insectes volants a décliné de 75 % à 80 % en Allemagne depuis le début des années 1990.

N'y a-t-il donc aucun espoir ? Les scientifiques veulent croire qu'il est encore possible d'agir pour enrayer ce déclin. Ils appellent, pêle-mêle, à développer les aires protégées, à restaurer les écosystèmes dégradés (notamment les forêts), à limiter les subventions à l'agriculture et à l'exploitation forestière intensives, à intégrer la protection de la biodiversité dans toutes les politiques publiques, à sensibiliser davantage le grand public ou encore à poursuivre les efforts de conservation. En Europe, ces politiques ont par exemple conduit à sauver d'une extinction locale les populations de bisons ou de lynx ibériques, et à réhabiliter les régions boisées des Açores, de Madère et des Canaries.

« Pour la première fois, en Europe, nous indiquons qu'il faut une transformation plus radicale des modes de vie et de consommation, sans quoi nous n'atteindrons pas les objectifs de développement durable et de protection de la biodiversité », souligne Sandra Lavorel, écologue des écosystèmes (université de Grenoble), qui a participé à la rédaction du rapport. *« L'un des chapitres importants de notre travail est celui de la gouvernance. La question de la biodiversité doit être prise en charge à tous les échelons, Etats, communautés, citoyens »,* complète Jérôme Chave, écologue au CNRS, qui a contribué à la synthèse sur les Amériques.

Un cinquième rapport sera publié lundi 26 mars, sur l'état des sols du monde, de plus en plus dégradés par la pollution, la déforestation, l'exploitation minière et les pratiques agricoles. Enfin, lors de sa prochaine réunion plénière en mai 2019, l'IPBES produira son bilan mondial de la biodiversité et non plus des analyses régionales. Une session que la France a proposé d'accueillir.